Pierre Brochand: «Face à l'immigration, la société des individus n'est qu'un magasin de porcelaine» (2/2)

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Ancien directeur-général de la DGSE, Pierre Brochand juge que l'immigration massive ne permet plus les conditions de l'assimilation. La «distance culturelle» est un fait largement occulté lorsqu'on évoque ce sujet. Deuxième partie de notre entretien exclusif.

Par **Eugénie Bastié**
Publié hier à 19:06, mis à jour hier à 20:16

Camp de migrants à Aubervilliers, Janvier 2020 *PHILIPPE LOPEZ/AFP*

Ancien directeur général de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) de 2002 à 2008, Pierre Brochand a été Ambassadeur de France notamment en Hongrie et en Israël. Il est intervenu lors d'un colloque de la Fondation Res Publica sur le thème: «Pour une véritable politique de l'immigration».

Ce texte est la seconde partie de notre entretien exclusif.

FIGAROVOX.- Vous jugez que, paradoxalement, la société des individus nécessite une homogénéité culturelle hors du commun pour «tenir». Pourquoi? Est-ce à dire que l'immigration serait un problème particulièrement aigu dans une société d'individus?

Pierre-BROCHAND.- La Société des individus se perçoit comme le stade ultime de l'émancipation. Il faut mesurer ce que cela signifie: l'autorité de dernier ressort n'est plus la Religion, la Tradition ou l'État, mais l'individu vivant, doté à égalité de droits inaliénables et prééminents, et incité ipso facto à se défaire de tous ses liens hérités, non voulus. La pyramide des valeurs s'en trouve renversée: elle ne dicte plus la substance des conduites (les «contenus» culturels), mais crée le vide propre à leur libre choix (les «contenants» procéduraux). D'où la généralisation de mécanismes horizontaux de conversion et de fongibilité sans tiers surplombant - le marché, le contrat, la communication -, en vertu desquels tous les contenus de vie individuels sont censés devenir compatibles et la violence être reléguée aux «faits divers».

Pourtant, malgré son apparente cohérence, cet idéal-type n'est rien d'autre qu'un «magasin de porcelaines», hautement vulnérable à tout ce qui n'est pas lui-même. Et ce pour au moins trois raisons, qui sont autant de contradictions.

La première est que cette cohabitation d'atomes est, par définition, constamment guettée par le chaos. Pour ne pas y sombrer, elle requiert une privatisation des préférences, une intériorisation des interdits, bref un surmoi, que seules peuvent susciter une forte proximité et une grande maturité culturelles. Proximité et maturité qui, au-delà du stade communautaire, ne peuvent naître que d'un long parcours partagé, guidé par l'État, passant par la formation, patiente et douloureuse, du «cercle de confiance» qu'est la Nation, puis la mise en place, non moins longue et pénible, de la Démocratie: soit les transitions obligées d'où émerge la Société des individus. Sans oublier l'étape de l'État-providence qui, en tant que forme modernisée du don, réclame un haut

niveau d'empathie entre contributeurs et bénéficiaires. D'où un premier paradoxe qui veut que la ressemblance et le conformisme soient les conditions de la diversité!

La Société des individus est engagée dans une guerre dialectique avec l'État National, qu'elle entend discréditer pour mieux le domestiquer.

En second lieu, et de ce fait, l'Histoire Évolution s'apparente à un couloir vertueux, dont nul ne doit sortir, sous peine de tout faire capoter. Mais, pour éviter ces «dérapages», la Société des individus ne dispose que d'un «fusil à un coup»: celui de la surveillance du langage - le «politiquement correct» -, orchestrée par la communication médiatique et confortée par un climat de peur et de culpabilité constamment entretenu. Faute de pouvoir emprisonner les corps, on paralyse les esprits, à coups d'injonctions et d'interdictions, tamisées par l'euphémisme et la périphrase. Mais cette arme prophylactique, relativement efficace à court terme, s'enraye lorsque la distorsion, entre l'idéologie matraquée et le réel vécu, devient trop manifeste. Point de rupture que nous avons, me semble-t-il, atteint, si l'on veut bien y voir, comme moi, l'une des causes majeures de la poussée du «populisme» en Occident.

Enfin, plus subtil sans doute. Bien qu'issue de lui, la Société des individus est engagée dans une guerre dialectique avec l'État National, qu'elle entend discréditer pour mieux le domestiquer. Ce refus de la continuité l'amène à commettre un péché majeur: alors que son programme vise l'émiettement général, elle y fait exception en légitimant des regroupements moléculaires, appelés «minorités», pour peu qu'ils agrègent les «victimes» de l'État oppresseur, en vue d'en obtenir réparation. Certaines de ces revendications - féministes ou homosexuelles, par exemple - restent dans le fil de l'Histoire Évolution. Mais d'autres, telles les quérulences communautaires des immigrés ex-colonisés, vont à rebours et mettent à mal la porcelaine du magasin.

On aurait pu imaginer que la Société des individus, consciente de sa fragilité, fasse le tri. Eh bien non! Piégée par ses dogmes - l'universalité des droits de l'homme et la transversalité du «respect», parfois qualifiée d'intersectionalité... - , elle met toutes les «victimes» dans le même sac et se tire une double rafale dans le pied: d'abord, en ouvrant sa porte à des populations dont les modes de vie sont en discordance temporelle avec le sien, ensuite en tolérant qu'elles se recoagulent selon ces modèles anachroniques.

Parlons franc. Attirés en France sur la base des droits accordés par la Société des individus, une part significative des immigrés ne se reconnaît pas en elle. Non seulement n'ont-ils, par définition, pas suivi le même cheminement historique que les natifs, non seulement sont-ils épargnés par le discours culpabilisant réservé à ces derniers, non seulement ce discours leur accorde, en miroir, un statut inconditionnel de persécutés, mais ils arrivent encombrés de lourds bagages, dont ils n'entendent pas se débarrasser. Qu'il s'agisse d'hétéronomie, d'endogamie, de rancœur, d'alternationalisme ou d'usages dysfonctionnels, tous ces traits, hérités des sociétés d'origine, font l'effet d'un pavé jeté dans la mare de notre individualisme apaisé.

Attirés en France sur la base des droits accordés par la Société des individus, une part significative des immigrés ne se reconnaît pas en elle.

En somme, les immigrés extra-européens importent du «plein» collectif, là où la Société des individus ménage du «vide» individuel. Alors que l'État National avait su créer un sentiment d'appartenance, qui lui permettait de recevoir l'étranger à ses propres conditions (l'assimilation), la Société des individus, dépourvue de cette ligne de défense, accueille tout le monde sur la base de droits symétriques («venez comme vous êtes»), en espérant naïvement que le meilleur s'ensuivra (l'intégration). Or, ce que nous montre une proportion non négligeable des nouveaux venus, c'est le contraire: une accumulation de

clivages persistants, et pour certains croissants, qui nous révèlent que nos valeurs à prétention universelle ne sont pas universalisables à ce stade (d'où la ségrégation).

Le pire est que s'en trouve affecté ce socle minimal de la vie commune qu'est la confiance sociale, fondement de tout altruisme et même de toute coopération au-delà de la cellule familiale. D'un côté, les communautés importées restreignent la fiabilité aux liens du sang. De l'autre, les mécanismes impersonnels d'auto-régulation, auxquels s'en remet la Société des individus, ne génèrent aucune confiance par eux-mêmes, alors qu'ils en ont un besoin impératif pour opérer: il s'agit là d'un autre dilemme majeur, jusqu'ici tant bien que mal surmonté en puisant dans les réserves affectives et morales léguées par l'État National, devenu Nation, mais qui, faute de renouvellement, se tarissent à grande vitesse. Plus grave encore, cette coexistence, sans arbitre reconnu, entre configurations communautaires et individualistes, non seulement mine la confiance, mais produit spontanément la défiance, car il n'existe pas d'état intermédiaire entre les deux, comme l'ont implacablement démontré les travaux de Robert Putnam.

Résultat des courses: notre société baigne dans d'effarantes contradictions. Par principe ouverte aux flux extérieurs de toutes origines, elle demande aussi un fort conformisme culturel pour ne pas éclater.

Vous insistez sur la «distance culturelle», qui constituerait un non-dit en matière d'immigration. En quoi est-elle un fait déterminant? Pourquoi la différence culturelle produirait-elle nécessairement du conflit?

En effet. Cette notion de «distance culturelle» me paraît infiniment plus appropriée, pour comprendre ce qui nous arrive, que le discours officiel, qui lui préfère celle de «diversité», soit le miracle par lequel l'altérité ne produirait jamais de conflit.

À vrai dire, il s'agit d'une question de bon sens, critère auquel je tente de me cramponner contre vents et marées. Est-il raisonnable de penser que des comptables scandinaves et des guerriers pachtouns, des ouvriers britanniques et des pasteurs somaliens, sont aptes à faire société, vivre en harmonie, encourager le métissage de leurs enfants? Je réponds non, mais les dogmes en vigueur ne cessent de nous susurrer, tel le souffleur du théâtre, qu'il faut répondre oui.

Est-il raisonnable de penser que des comptables scandinaves et des guerriers pachtouns, des ouvriers britanniques et des pasteurs somaliens, sont aptes à faire société et à vivre en harmonie ?

Dans mon esprit, la «distance culturelle», au sens large, recouvre les deux types d'écarts qualitatifs déjà mentionnés: entre les trois «formes» de l'être-ensemble et entre leurs «contenus», culturels au sens étroit. En effet, le triptyque infernal est désormais à l'œuvre chez nous, attestant de la dislocation ternaire du pays: une Société des individus, idéologiquement dominante, dans laquelle se retrouve l'oligarchie globalisée, censée nous piloter ; un État National, en position de vaincu, mais dont la symbolique demeure très prégnante chez les natifs et assimilés ; des Communautés entièrement importées, auxquelles restent attachés une majorité d'immigrés. L'aspect le plus toxique de cette promiscuité est la «prise en sandwich», contre nature, des débris de l'État National, par les deux autres strates, théoriquement les plus adverses et pourtant objectivement complices pour terrasser «ce pelé, ce galeux, d'où venait tout (le) mal». Coalition aberrante, tant bien que mal rassemblée sur le thème de la non-discrimination à l'égard des «minorités» et de l'antiracisme à très large spectre, mais dont la retombée la plus claire est de condamner, par avance, toute renaissance politique.

Quant à la discordance des «contenus», elle se réfère spécifiquement, je l'ai dit, aux «cultures» et «civilisations» que véhiculent ces trois couches. Par «cultures», j'entends les modes séculaires de croyance, de pensée, de

comportement, qui font tenir ensemble les acteurs de l'Histoire Événement et auxquels ils finissent par s'identifier. Ces codes collectifs, s'ils ne sont pas immuables, présentent un haut degré d'adhérence, qui leur permet de résister au temps. Si bien qu'au fond, l'expression «distance culturelle» est d'autant plus pertinente qu'elle est pléonastique.

À défaut d'être mesurable scientifiquement, cet écart peut être comparé. D'où ces lapalissades que l'on a honte de devoir énoncer. Par exemple, que les immigrés de la première vague étaient culturellement plus «proches» des autochtones que ceux des suivantes, car, faut-il le rappeler, le décalage est minimal au sein d'une même aire de «civilisation», soit un espace regroupant des cultures qui partagent une même généalogie, et dont l'Occident autrefois chrétien, l'Islam arabe ou le monde chinois offrent des exemples accomplis. Entre ces entités, les distances peuvent d'ailleurs évoluer. Ainsi, à l'époque contemporaine, l'Occident et l'Asie, bien que rivaux, partagent un socle plus large qu'avec l'Islam arabe: l'admirable réussite de l'immigration sino-vietnamienne en témoigne.

L'islam, religion pratiquée par de nombreuses personnes issues de l'immigration, est-il un facteur aggravant de cette distance culturelle?

À l'évidence, la question de l'islam, porte-étendard de la rétroaction du Refus, est un axe central de la dissonance culturelle, question suffisamment traitée dans vos colonnes pour qu'il soit utile de beaucoup y insister. Disons seulement qu'il s'agit, à mes yeux, d'une religion devenue à nulle autre pareille, car fortement contestataire du monde tel qu'il va, aussi bien en Occident, où elle est importée, que dans le Second Monde, où elle se présente comme l'unique altermondialisme digne de ce nom: ce n'est pas un hasard si 85 à 90 % des crises chaudes y impliquent des musulmans. Jeune et dynamique mais aussi archaïque et littéraliste, elle n'est plus, si elle le fut jamais, l'homologue du christianisme, sorti du même moule gréco-latin que son frère ennemi, l'État National, et pour lequel notre laïcité a été taillée sur mesure.

Je crains que l'islam « de France » ne soit qu'une vue de l'esprit, puisque l'islam « en France » reproduit, en abyme, toutes les facettes et frustrations d'une foi et d'une loi insatisfaites.

L'islam, on le sait, ne se limite pas au for intérieur, mais requiert des conduites fédératives, visibles dans l'espace public, dont le respect est socialement observé et dont certaines - l'endogamie féminine, l'interdiction de l'apostasie - parachèvent la clôture communautaire. Ce chevauchement du public et du privé en fait non seulement un foyer ostensible d'hétéronomie collective, en achoppement orthogonal avec l'individualisme ambiant, mais aussi, à l'échelle mondiale, un agent historique de première grandeur, en quête de revanche. C'est pourquoi je crains que l'islam «de France» ne soit qu'une vue de l'esprit, puisque l'islam «en France» reproduit, en abyme, toutes les facettes et frustrations d'une foi et d'une loi insatisfaites.

Cette question de «distance culturelle» ne tourne-t-elle pas autour du problème classique du rapport entre quantité et qualité?

En effet, nous savons intuitivement que, pour certaines grandeurs «non-scalables», dont l'immigration fait partie, un accroissement de quantité provoque des sauts de qualité. D'où le concept de «seuil», devenu tabou, mais qui, pourtant, respire, lui aussi, le bon sens: au-delà d'une masse critique, les règles du jeu se modifient et ce qui était possible avant ne l'est plus après. Qui peut soutenir que l'arrivée d'un immigré afghan dans 100 villages de 1000 habitants a le même impact que l'installation de 100 Afghans dans un seul de ces villages, ou que les «bienfaits de la diversité» obéissent à la loi des rendements croissants, qui voudrait que l'introduction de 200 immigrés dans ce même village en double les avantages?

Quand les seuils de «tolérance» (dixit François Mitterrand!) sont dépassés, comme ils le sont à l'évidence sur certaines portions du territoire, ce qui doit arriver arrive. Un enchaînement désastreux - partout le même - se met en place

invariablement. La distance culturelle», avivée par la proximité physique, provoque la défiance. Chacun vote avec ses pieds. La séparation s'installe. Les frontières, relativisées à l'extérieur, se reconstituent, en plus dur, à l'intérieur. Des centaines d'enclaves se forment en «peau de léopard». Des luttes brutales s'engagent pour leur contrôle. La taille réduite de ces poches, leur enfermement, la dérobade de l'État ouvrent la voie à une inversion de la pression sociale, au profit de minorités, régies par la loi des plus forts, qui sont les hommes jeunes. Ces minorités sont prosélytes, quand elles exploitent l'inorganisation de l'islam sunnite pour installer la surenchère des plus disants et la surveillance panoptique des autres, selon le bon vieux précepte «*cujus regio, ejus religio*». Elles sont aussi délinquantes, en position privilégiée pour servir d'interface entre les producteurs de drogue du Second Monde et les consommateurs du Premier. Toutefois, à l'exception des Frères musulmans, seule force organisée au niveau national, et des salafistes, agissant au plan local, ces minorités sont déstructurées et en reviennent aux formes par défaut de la vie sociale que sont la famille élargie et, quand elle se décompose, la bande.

Faut-il craindre, comme l'avait évoqué le président François Hollande dans des conversations privées , la «partition»?

Pour le moment, la violence, visant à se disputer le pouvoir de l'État tombé à terre, se développe non pas sur le mode «bloc contre bloc», mais à la manière, diffuse et anarchique, de la «guerre de tous contre tous», propre à l'état de nature, stade le plus primitif de l'Histoire Événement. Néanmoins, de brèves, mais fréquentes déflagrations collectives, principalement dirigées contre les forces et les symboles de l'ordre, revêtent la forme d'émeutes, d'actions de guérilla de basse intensité ou d'attentats terroristes (qui, même lorsqu'ils sont individuels, reflètent une tendance globale de l'islam). On sort alors de la rubrique des «faits divers» pour entrer dans une nouvelle phase, celle du passage redouté du «côte à côte» au «face à face». Car la sommation des

enclaves finit par constituer des «diasporas», que les pessimistes, dont je suis, tiennent pour de potentielles bombes à retardement, si rien n'est fait pour entraver leur prolifération.

Le taux d'absorption des immigrés dans la Société des individus devient inversement proportionnel à leur taille.

Les diasporas - le mot entre peu à peu dans le vocabulaire officiel - sont ces entités d'origine étrangère, dont les membres, y compris lorsqu'ils sont de nationalité française, refusent de s'assimiler ou même de s'intégrer au pays d'accueil, tout en maintenant allégeance aux communautés et pays d'origine, ainsi qu'à leur mode de vie. Or, au-delà d'un certain palier, ces noyaux durs se nourrissent d'eux-mêmes: ils engendrent des flux supplémentaires par aspiration juridique, facilitent les arrivées en offrant des structures d'accueil familières, génèrent des excédents naturels supérieurs à la moyenne, et surtout, une fois atteinte une certaine dimension, grossissent par rétention ou osmose inverse. De plus en plus autosuffisants, territorialement compacts, ils fournissent sur un plateau aux communautés leurs ingrédients indispensables: l'endogamie, la surveillance mutuelle, la transmission générationnelle. Ainsi, les diasporas, une fois constituées, apparaissent comme des amplificateurs de déviation sans force de rappel: produites par une immigration divergente, elles en produisent à leur tour. De sorte que le taux d'absorption des immigrés dans la Société des individus devient inversement proportionnel à leur taille. Par un effet boule de neige, ces kystes d'autarcie culturelle ont vocation à croître sans frein, si le politique n'y met pas son nez. Ce qui est le cas depuis 50 ans.

Mais, alors, comment ne pas voir se dessiner les signes d'une inquiétante contre-colonisation? Car ce qui distingue le colon, c'est qu'il importe son modèle de société à la semelle de ces souliers, avec l'intention de le recréer, alors que l'immigré classique se contente de rechercher une vie meilleure dans une société à laquelle il lui faut s'adapter.

Permettez-moi une dernière pique. L'accumulation de CO2 dans l'atmosphère est aussi une grandeur non scalable, soumise à des accroissements incrémentaux qui, passés un certain seuil, produisent des effets nocifs, qu'il importe de prévenir par des décisions politiques. Pourquoi, dans ce cas, déclenche-t-on une alerte rouge de plus en plus impressionnante et, dans l'autre, pourtant non moins problématique, laisse-t-on les choses dériver au fil de l'eau? Ce «deux poids, deux mesures» ne semble incommoder personne, alors qu'à l'évidence il en va, chaque fois, de la survie d'écosystèmes irremplaçables.

Vous définissez l'assimilation comme une «forme de cooptation asymétrique». Pourriez-vous préciser cette formule?

L'assimilation est, à la fois, une action et un état. Elle est asymétrique en ce sens qu'à la différence de l'intégration et, a fortiori, de ces notions bizarres que sont l'insertion ou l'inclusion, autres noms de la sécession, elle place tout le fardeau de l'acculturation sur les épaules de l'immigré, à qui est demandé un ralliement inconditionnel à sa nouvelle patrie, ses mœurs et «contenus» culturels, jusques et y compris son histoire, même quand elle le met en porte à faux vis-à-vis de ses ancêtres.

Très sincèrement, cet effort, qu'ont massivement consenti les arrivants de la première vague européenne, ne me paraît désormais accessible qu'à une toute petite minorité, qui aurait oublié de mettre sa montre à l'heure. Car, aujourd'hui, tout conspire à l'exclure.

En quoi notre société rend l'assimilation impossible?

L'assimilation est une forme de cooptation, en ce sens que le pays d'accueil, maître de sa politique, a toujours le dernier mot. Elle suppose, aussi, que ce pays présente un point d'ancrage durable, fier de lui-même, sûr de son avenir. Ce qui, on l'aura deviné, dessine le portrait de l'État National à son zénith. Or, celui-ci est tombé de son piédestal: délégitimé et même déshonoré par la Société des individus, il a perdu le prestige et le rayonnement qui en faisait un puissant pôle d'attraction. Je l'ai dit: la Société des individus, en ne retenant de

la continuité française que ce qu'elle pouvait comporter de négatif, a fait le lit des diasporas endogamiques, alors que les mariages réellement mixtes ont toujours constitué la voie royale de l'assimilation.

La Société des individus, en ne retenant de la continuité française que ce qu'elle pouvait comporter de négatif, a fait le lit des diasporas endogamiques.

Décrétée repoussoir, celle-ci ne mobilise plus aucun moyen public. En revanche, l'objectif optimal du système est devenu l'intégration, soit, comme je l'ai dit, un concept élaboré aux États-Unis, pour tenter de résoudre la question noire. En France, il est présenté comme la formule idéale pour permettre aux immigrés et aux descendants de nouer une relation apaisée avec la Société des individus, conçue comme une grande entreprise, dont il suffit de respecter le règlement intérieur pour s'y incorporer par l'emploi. Il s'agit, donc, non plus d'une adhésion pleine et entière, mais d'un contrat interactif moins ambitieux, qui autorise le maintien des liens avec la culture d'origine, la pratique sans complexes de la religion importée et le choix communautaire du conjoint (et des prénoms des enfants), avec pour alibi des «valeurs de la République» revues et corrigées au goût du jour.

Le problème avec cette «solution» est qu'elle n'abolit nullement les clivages non-négociables, mais prétend les transcender par le droit et l'économie.

Comme je vous l'ai dit, c'est prendre un risque démesuré que de présumer ce prodige. Au demeurant, la réalité confirme les doutes et appréhensions: car, si l'intégration, telle que je la définis, n'est pas sans connaître de nombreux succès, elle ne constitue pas non plus la panacée et laisse, à mon sens, pas loin d'une petite moitié des immigrés et descendants sur le bord du chemin, soit qu'ils ne possèdent pas les qualifications pour s'intégrer par le travail, soit qu'ils ne le peuvent ou ne le veuillent pas.

C'est cette toute dernière catégorie qui forme les noyaux irréductibles des diasporas, surreprésentés chez les jeunes, les hommes, les musulmans, les délinquants, et concentrés dans des poches, où ces minorités déterminées prennent le pouvoir, en attendant mieux. Car, si on laisse les choses glisser sur leur erre, ma crainte est que ces groupes, favorisés par la dilatation spontanée des diasporas, ne se renforcent au détriment des intégrés, et a fortiori des assimilés.

Êtes-vous profondément pessimiste?

Ma vie personnelle et professionnelle a été tout entière tournée vers l'étranger, dans des métiers - la diplomatie, le renseignement - où il est interdit de prendre ses désirs pour des réalités. J'en ai retiré au moins un enseignement: l'échec général et souvent tragique des configurations «multi», soit le modèle que l'immigration récente a fini par imposer en France. J'ai simplement voulu faire part de l'inquiétude que cette longue expérience m'inspirait.

L'honnêteté intellectuelle nous oblige à constater que les flux migratoires ont créé infiniment plus de problèmes qu'ils n'en ont résolus, y compris sur le plan économique.

De fait, il me semble qu'après 50 ans d'influx massif de populations du Second Monde, l'honnêteté intellectuelle nous oblige à constater que ces flux ont créé infiniment plus de problèmes qu'ils n'en ont résolus, y compris sur le plan économique, souvent mis en avant pour les justifier. Dans ces conditions, il n'est rien moins que stupéfiant que, pour le seul motif de complaire à une idéologie, les politiques publiques se soient bornées à traiter des conséquences, sans jamais oser remonter à la cause . Est-il vraiment sérieux de prétendre agir contre le communautarisme, le séparatisme, l'islamisme, la partition, la sécession, que sais-je encore, sans même examiner la possibilité de réduire l'immigration («*containment*») et les «stocks» diasporiques qu'elle a contribué à accumuler («*roll back*»)?